

*Questions orales*

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, je serai enchantée de répondre à cette question. Je me suis entretenue avec M. Yeutter l'autre soir et je lui ai fait la même réponse que je viens de faire en Chambre. Nous avons dit que cela est prévu dans l'accord de libre-échange que nous avons négocié lui et moi. La question est examinée dans le cadre de l'accord de libre-échange. Il n'y a pas encore eu de décision. Quand elle sera prise, elle sera annoncée.

\* \* \*

**LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL****ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRÉSENTER DES MESURES SPÉCIALES**

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Au cours des trois premières années de son gouvernement, il y a eu des réductions importantes des divers programmes de développement régional qui, en fin de compte, ont été remplacés par divers organismes, mais sans que le niveau de financement atteigne le niveau antérieur. Le premier ministre sait très bien que dans certains centres urbains du Canada central la prospérité est bonne, mais que dans les régions ce n'est pas le cas. Il y a des grands déséquilibres dans l'activité économique canadienne.

Le premier ministre pourrait-il nous dire si le budget qui vient permettra au gouvernement de montrer qu'il se préoccupe réellement des économies régionales? Est-il prêt à s'engager, au nom du gouvernement, à prendre des mesures spéciales pour que les régions profitent de la prospérité économique que l'on voit dans le centre du Canada?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je dois dire que je m'inquiète un peu des déclarations du NPD, à Montréal l'autre jour, indiquant que 80 p. 100 des emplois créés au Canada l'avaient été dans un rayon de 80 milles autour de Toronto. C'est du régionalisme dangereux que d'essayer de monter une région contre une autre. Cela me paraît un nouvel élément fort dangereux.

Nous sommes très heureux des progrès économiques réalisés en Ontario et dans le sud de la province en particulier. Nous aimerions que les néo-démocrates cessent de dénigrer cela et commencent à célébrer la création d'emplois plutôt que d'essayer de raviver les rivalités régionales. C'est ce qui est arrivé à propos du programme des frégates à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick.

Je voudrais dire au leader du parti néo-démocrate qu'il devrait cesser de se réjouir, car les gens de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, et des Maritimes sont on ne peut plus mécontents de la nature capricieuse de la déclaration du député d'Ottawa-Centre au sujet du retrait de certaines choses de la région atlantique.

En plus des 1 100 000 emplois créés depuis que nous sommes au pouvoir, 38 000 furent créés en janvier. Cela porte le total depuis septembre 1984 à 1 158 000. Puis-je faire remarquer à mon collègue que le taux de chômage est toujours à son niveau le plus bas depuis six ans: 8,1 p. 100. Au Québec, il est tombé le mois dernier à 9 p. 100, son niveau le plus bas depuis septembre 1979.

Dans les régions, nous parlons de 10,1 p. 100 en Colombie-Britannique, le plus bas niveau depuis mars 1982. En fait, en Colombie-Britannique, et cela fera plaisir au député, car cela lui donnera un idée de la force de ce que le gouvernement essaie de faire, le taux de chômage est tombé de 3,9 points au cours de la seule dernière année.

**LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL—L'AIDE GOUVERNEMENTALE**

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Je tiens à dire que nous sommes très heureux de la prospérité que le système du marché libre apporte au centre du pays.

**Des voix:** Bravo!

**M. Riis:** Nous réclamons simplement que le premier ministre reconnaisse que les régions font face à de graves difficultés économiques. Plutôt que de lire les statistiques générales sur la conjoncture économique, je tiens à dire au premier ministre que dans certaines régions du pays, on ne constate encore aucun signe pratiquement de prospérité depuis quelques années. Ces régions méritent une attention spéciale.

Pour en revenir à ce que mon chef a déclaré, si le premier ministre commençait à faire payer des impôts aux 60 000 sociétés du pays qui réalisent des profits, il pourrait percevoir des recettes de 1 à 2 milliards de dollars et vraiment commencer à aider les régions, plutôt que de les abandonner tout simplement à leur sort.

• (1450)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ai parlé, hier, de l'incroyable hypocrisie du NPD. Je voudrais signaler à mon honorable collègue une chose qu'il pourra peut-être expliquer aux Canadiens. Il vient juste de parler en faveur du développement régional. Je lui ai déjà précisé dans quelle mesure nos programmes de développement régional fonctionnent.

**M. Riis:** Nous voulons davantage.

**M. Mulroney:** Il veut plus. Il est normal qu'il me renvoie la balle. Les Expos étant à la tribune, je crois qu'il s'agit là d'une observation tout à fait pertinente.

**Des voix:** Bravo!

**M. Mulroney:** J'en dirai autant des *Blue Jays*, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!